

Présentation du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel



Tour extérieur 2012



Devenir conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel

En 2012, quatorze emplois de conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel sont offerts aux fonctionnaires de catégorie A de l'ensemble des trois fonctions publiques par la voie du tour extérieur.

Une **solide expérience juridique** acquise lors de leur parcours professionnel doublée éventuellement d'une formation juridique supérieure, est attendue des candidats qui seront sélectionnés par le Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (CSTA).

Investis d'une fonction sociale essentielle, les membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel exercent un métier diversifié et acquièrent des compétences valorisées. Aussi bien au sein du corps qu'en dehors du corps, ces compétences leur offrent des perspectives de carrière enrichissantes et complètes. Leur statut est reconnu et leur rémunération a été revalorisée à la mesure des responsabilités qui leur sont confiées.

CE DOSSIER COMPORTE LES ELEMENTS SUIVANTS

Note d'information sur le tour extérieur à l'emploi de conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel.

- Une fonction essentielle, un métier diversifié, des compétences valorisées ;
- Un recrutement ouvert et sélectif ;
- Perspectives de carrière au sein et en dehors du corps ;
- Une rémunération revalorisée.

Annexes :

- 1 - Effectifs de la juridiction administrative.
- 2 - Activité des juridictions administratives.
- 3 - Eléments d'information concernant la rémunération.

Une fonction essentielle, un métier diversifié, des compétences valorisées

Une fonction essentielle et reconnue

Chargé de dire le droit et de trancher les litiges entre l'administration et les citoyens, le juge administratif doit concilier défense des droits individuels, protection de l'intérêt général et souci de bonne gouvernance.

Ce rôle éminent s'affirme davantage chaque année. Les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel répondent à une demande croissante de justice : en 2010, 183 283 requêtes ont été déposées devant les tribunaux administratifs et 27 774 appels ont été formés devant les cours administratives d'appel. Le juge administratif dispose de pouvoirs qui se sont largement accrus ces dernières années, lui permettant désormais d'assortir ses décisions de mesures propres à en assurer l'exécution (loi du 8 février 1995) et de statuer dans l'urgence dans le cadre de procédures de référé renouvelées (loi du 30 juin 2000). Son rôle, constitutionnellement établi, est largement reconnu : en lui confiant le contentieux du droit opposable au logement, le législateur confirme la confiance que placent en lui les citoyens comme l'administration. De même, le dispositif de question prioritaire de constitutionnalité, entré en vigueur le 1^{er} mars 2010, a été activement mis en œuvre par la juridiction administrative : les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel ont été saisis respectivement de 490 et 242 questions prioritaires de constitutionnalité.

Cette responsabilité singulière, qui est celle de chaque magistrat, est consacrée par des garanties et des exigences déontologiques particulières. Le magistrat administratif bénéficie de toutes les garanties associées à la qualité de juge : le statut du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel garantit **son indépendance** et, notamment, **son inamovibilité**, depuis la loi du 6 janvier 1986. Le Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel se prononce sur la plupart des mesures intéressant la carrière du magistrat (mutations, promotions) : organe consultatif indépendant présidé par le Vice-Président du Conseil d'Etat, ses avis et propositions sont systématiquement suivis par l'autorité de nomination.

A la fonction juridictionnelle s'ajoutent des fonctions administratives. Les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel peuvent être appelés à donner des avis sur les questions qui leur sont soumises par l'administration. Les magistrats administratifs, individuellement, se voient confier des missions administratives variées (présidence de commissions, jurys...).

Un métier exigeant et diversifié

■ **Au titre de ses fonctions juridictionnelles**, le magistrat administratif est appelé à connaître de tous les litiges qui peuvent naître entre l'administration et les administrés.

Aux premiers stades de sa carrière, comme conseiller puis premier conseiller, il peut exercer les fonctions de rapporteur ou de rapporteur public. Il organise son activité de manière autonome dans le cadre d'objectifs clairement établis et structurés en fonction des exigences collectives de l'audience. Cette activité, où le travail individuel s'enrichit des échanges informels entre collègues comme des délibérations formalisées en séance d'instruction ou de jugement, combine intérêt intellectuel, responsabilité personnelle et engagement collégial :



Rapporteur public prononçant ses conclusions

- en tant que **rapporteur**, le magistrat administratif instruit en totalité l'affaire, rédige le projet de jugement, défend sa position au cours du délibéré et participe au vote ;

- en tant que **rapporteur public**, il fait connaître à la juridiction, en toute indépendance, son sentiment sur l'interprétation à donner à la règle de droit et sur le sens de la décision à prendre.

Atteignant le grade de président, le magistrat administratif est amené à exercer des fonctions d'encadrement, en se voyant confier la **présidence d'une formation de jugement**, et de gestion des hommes et des ressources, en accédant à la **tête d'une juridiction**.

Une carrière dans le corps offre ainsi la possibilité d'une réelle évolution du métier exercé.

■ **Au titre de ses fonctions administratives**, le magistrat de tribunal administratif et de cour administrative d'appel participe à des commissions administratives et juridictionnelles diverses, le plus souvent placées sous sa présidence : Conseil supérieur de l'audiovisuel, commissions de contrôle des élections, chambres disciplinaires et sections des assurances sociales des professions de santé, tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale, commission nationale du débat public, comités de règlement amiable des litiges en matière de marchés publics, jurys de concours...

Les fonctions administratives ainsi exercées lui permettent de diversifier et d'enrichir son métier de magistrat administratif, en l'amenant à **exercer ses compétences juridiques en dehors d'un cadre strictement contentieux et au contact des professionnels de chacun des secteurs concernés.**

■ Les magistrats administratifs sont en outre directement associés à l'action de **rayonnement de la juridiction administrative**. Ils peuvent, à titre individuel, mener des missions de conseil auprès des administrations ou des établissements publics. Ils peuvent également avoir une activité d'enseignement et de publication et être sollicités dans le cadre d'échanges ou de colloques sur des sujets où ils ont acquis autorité. Ils sont systématiquement associés aux actions de rayonnement et de coopération internationale que le Conseil d'Etat développe au niveau de la juridiction administrative dans son ensemble.



Expertise sur le terrain avant une audience

Une compétence affirmée et valorisée

Le magistrat administratif acquiert, dans l'exercice de ses fonctions, **des compétences juridiques variées**. Il peut s'appuyer, à l'entrée dans le corps, sur une formation initiale de six mois, puis, tout au long de sa carrière, sur un programme diversifié de formation continue (y compris dans des domaines tels que la gestion, l'encadrement, la gestion des ressources humaines...). La diversité du contentieux administratif le conduit à maîtriser des dispositifs juridiques complexes, dans des domaines aussi différents que les libertés publiques, le droit économique (marchés et contrats, fiscalité...), le droit de la fonction publique, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, le droit des collectivités territoriales.... Cette variété n'est pas exclusive d'une certaine spécialisation dans les matières les plus complexes, parfois recherchée, jamais imposée, qui fait des magistrats administratifs des praticiens du droit appréciés.



Greffiers en séance de travail autour de la présidente du tribunal

Le métier de magistrat administratif conduit à cultiver également des **qualités plus générales, elles aussi valorisables tant au sein qu'en dehors de la juridiction administrative** : goût pour la réflexion, sens de l'analyse et rigueur du raisonnement, capacité de travail et d'organisation, ouverture d'esprit, sens du débat et de la collégialité, autonomie, prise de responsabilité sur chaque dossier traité.

Enfin, **le métier de magistrat administratif s'adapte à l'évolution du contentieux**. La juridiction administrative s'emploie activement à promouvoir les dispositifs de prévention du contentieux. Mais pour faire face à l'augmentation du nombre de dossiers à traiter, elle développe aussi l'utilisation des nouvelles technologies (outils de recherche experts, téléprocédures...) et, surtout, **l'aide à la décision** : afin que les magistrats puissent se concentrer sur le cœur de leurs compétences, la juridiction administrative s'est engagée dans un effort de recrutement important d'assistants juridiques, qui apportent leur appui aux magistrats dans le traitement des dossiers. Les procédures s'adaptent également à la diversification des affaires : pour les plus simples et dans certaines matières, le juge administratif peut statuer seul ; cette responsabilité est accessible aux magistrats ayant le grade de premier conseiller ou ayant une ancienneté minimale de 2 ans, donc assez rapidement dans la carrière.

Un recrutement ouvert et sélectif

Le corps des tribunaux et des cours administratives d'appel est accessible aux fonctionnaires de catégorie A par la voie du tour extérieur au grade de conseiller ou de premier conseiller.

En application des dispositions des articles L. 233-3 et L. 233-4 du code de justice administrative, un recrutement au tour extérieur est organisé chaque année pour les grades de conseiller et de premier conseiller.

Pour 2012, **14 postes** sont ouverts, **5 au grade de conseiller et 9 au grade de premier conseiller**, contre 13 l'année dernière.

Les conditions de candidature :

Peuvent être candidats :

Au grade de conseiller :

1° les fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat, les fonctionnaires de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, justifiant, au 31 décembre 2011, d'au moins 10 ans de services publics effectifs dans un corps ou cadre d'emploi de catégorie A ou sur un emploi de catégorie A ou assimilé ;

2° les magistrats de l'ordre judiciaire.

Au grade de premier conseiller :

Les fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat, les fonctionnaires de la fonction publique territoriale ou hospitalière, sous réserve :

- de justifier au 31 décembre 2011 de huit ans de services effectifs. Il est précisé que ces huit années sont décomptées à dater de la nomination en catégorie A et arrêtées au 31 décembre 2011. A cet égard, les services rendus en qualité de stagiaire en scolarité dans une école administrative, contractuel, auxiliaire ainsi qu'au titre du service national ne sont pas pris en considération ;
- d'avoir effectué ces huit années de services publics effectifs dans un ou plusieurs corps désignés ci-après :
 - corps recrutés par la voie de l'Ecole nationale d'administration ;
 - fonctionnaires d'un autre corps de catégorie A ou cadre d'emplois de même niveau, titulaires de l'un des diplômes exigés pour se présenter au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration, ainsi que d'un grade terminant au moins à l'indice brut 821 et classés à un échelon doté d'un indice brut au moins égal à celui du premier échelon du grade de premier conseiller (soit 750) ;
 - magistrats de l'ordre judiciaire ;
 - professeurs et maîtres de conférence titulaires des universités ;
 - administrateurs territoriaux ;
 - personnels de direction des établissements de santé et autres établissements mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.
- d'avoir satisfait à l'obligation statutaire de mobilité pour les membres des corps qui y sont soumis.

Les modalités de recrutement :

Le dossier de candidature

Les candidats au tour extérieur doivent adresser **un dossier de candidature** composé notamment d'un formulaire d'inscription, d'une lettre de motivation ainsi que d'un curriculum vitae. Ces documents doivent être accompagnés de l'ensemble des pièces requises mentionnées sur le formulaire d'inscription, téléchargeable sur le site du Conseil d'Etat («www.conseil-etat.fr, page *tribunaux et cours*, rubrique *recrutement et carrière*).

Comme cela est précisé dans l'avis de recrutement, **la lettre** doit faire apparaître les motivations du candidat pour intégrer le corps des conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. La présentation de ce document est laissée à l'appréciation du candidat. Il est néanmoins précisé que ce document devra être daté et signé, et faire l'objet d'une présentation soignée.

Un **curriculum vitae** dactylographié retraçant les services accomplis en qualité d'agent titulaire et non titulaire de la fonction publique, mentionnera notamment le détail des fonctions exercées ainsi que, le cas échéant, les positions d'encadrement et le nombre des personnels encadrés. Le contenu détaillé ainsi que la présentation formelle de ce document sont laissés à l'appréciation du candidat.

La **totalité des pièces demandées** devra accompagner le dossier de candidature. Le cas échéant, le candidat signalera par écrit les pièces exceptionnellement manquantes au dossier, et en indiquera le motif.

Le dossier de candidature sera transmis, sous bordereau annexé au formulaire d'inscription, **impérativement par voie hiérarchique**. Il est rappelé que le dossier devra notamment comporter l'avis motivé et détaillé du supérieur hiérarchique ayant pouvoir de notation à l'égard du candidat. Les dossiers complets seront adressés au Conseil d'Etat - Direction des ressources humaines - Département de la gestion des magistrats - Bureau des recrutements / Tour extérieur 2012 - 1, place du Palais Royal - 75100 PARIS Cedex 01.

La sélection des candidats :

Conformément aux dispositions de **l'article R. 232-22 du code de justice administrative**, une délégation du CSTA sélectionnera sur dossier les candidats qui seront retenus pour une audition devant cette même délégation. Le choix des candidats retenus sera arrêté par le CSTA dans sa formation plénière.

A l'issue de cette audition, les candidats retenus seront nommés par décret publié au Journal officiel et titularisés le **1^{er} janvier 2012** avant de débuter leur cycle de **formation de 6 mois** au centre de formation de la Juridiction administrative.

A la suite de cette formation, les conseillers et premiers conseillers seront affectés dans la juridiction qu'ils auront choisie selon leur rang de classement au tour extérieur **parmi les postes offerts**.

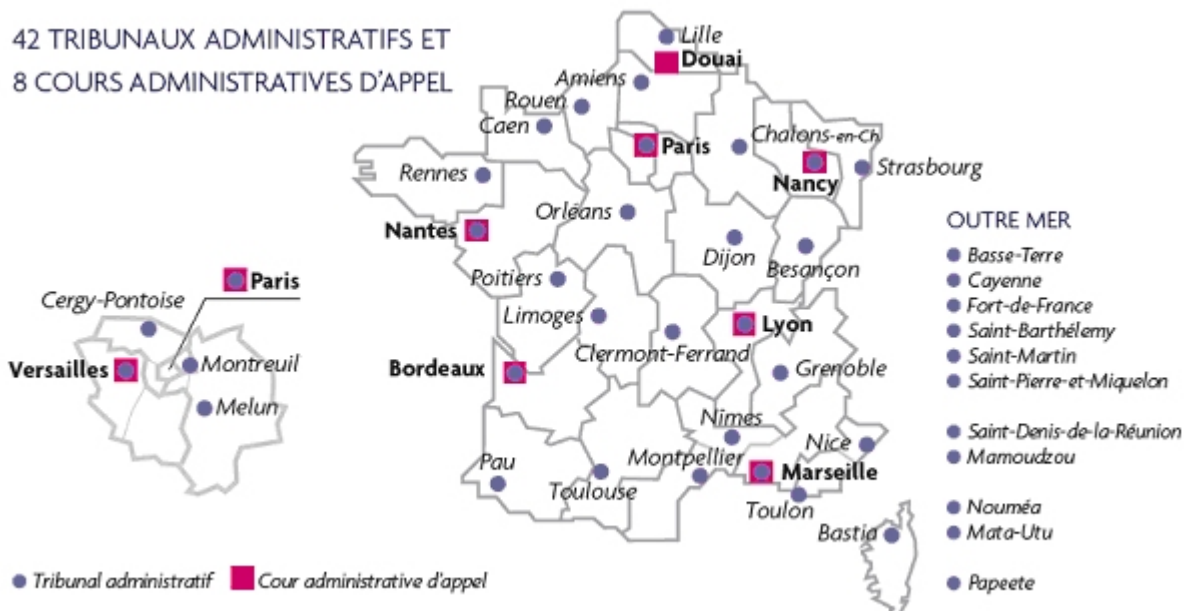
Perspectives de carrière au sein et en dehors du corps

Des possibilités de carrière évolutive et complète au sein du corps

Dans la **première partie de carrière** (grades de conseiller et de premier conseiller), le magistrat administratif peut exercer successivement le métier de rapporteur et celui de rapporteur public. Il peut aussi se voir confier la conduite d'audiences de « juge unique », où il est appelé à diriger les débats et à statuer seul. Il faut souligner qu'il peut également alterner des fonctions en juridiction de première instance et en juridiction d'appel.

La juridiction administrative offre ensuite, pour la **seconde partie de carrière**, en général après une quinzaine d'années dans le corps, l'accès au grade de président. Il confère aux magistrats concernés des responsabilités accrues, tant en termes de participation au processus juridictionnel qu'en termes d'animation et d'encadrement d'équipes de magistrats et d'agents de greffe. Les magistrats souhaitant accéder à une présidence de juridiction peuvent se voir confier la responsabilité administrative et financière de collectifs qui comptent, selon les juridictions, de 20 à près de 200 personnes.

Cette carrière, enfin, offre aussi, compte tenu de la carte des juridictions, des possibilités de mobilité géographique, y compris outre-mer, pour ceux qui le souhaitent.



Les perspectives de carrière en dehors du corps

Les compétences cultivées au sein de la juridiction administrative assurent des opportunités de mobilité ou de détachement intéressantes. Actuellement, sur un effectif total de 1269 magistrats administratifs, 231 exercent des fonctions en détachement. Celles-ci se situent notamment :

- en **administration centrale**, souvent dans des postes de responsabilité juridique, mais pas uniquement, aussi bien dans les administrations « régaliennes » (services du Premier ministre, défense, justice, intérieur, affaires étrangères), que dans les administrations financières, économiques ou sociales (finances, emploi, écologie et développement durable...);
- en **administration déconcentrée** (administration préfectorale), dans les collectivités territoriales (directions générales de services...) ou dans des établissements publics ;
- dans les **institutions** communautaires (référendaires à la CJCE, administrateurs de la Commission,...) ou internationales, ou encore dans des postes diplomatiques ; ...

Ces possibilités sont enrichies grâce au développement d'un appui à la gestion des carrières des magistrats, au Conseil d'Etat, et grâce à l'implication systématique des membres du corps dans les actions de rayonnement et d'échanges internationaux développées par le Conseil d'Etat.

Les compétences des membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel se traduisent également par une **voie d'accès privilégiée au Conseil d'Etat**, par le biais du tour extérieur qui leur est réservé. Ce tour extérieur sera renforcé dans les années à venir : tous les ans, un à deux membres du corps seront nommés maître des requêtes au tour extérieur ; pour chaque période de deux ans, une ou deux nominations interviendront au grade de conseiller d'Etat.

Une rémunération revalorisée

Les **réformes successives** du statut des membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, entrées en application le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2006, **ont permis de valoriser et d'enrichir le déroulement de carrière** des magistrats administratifs.

Les conseillers peuvent désormais être promus au grade de premier conseiller dès lors qu'ils justifient de trois années au moins de services dans le corps et s'ils ont atteint le 6ème échelon de leur grade (indice brut 701).

Les premiers conseillers ont vocation à accéder au grade de président, après huit années de services effectifs dans les tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel et sous réserve d'avoir accompli sa mobilité ou exercé ses fonctions juridictionnelles dans une cour administrative d'appel pendant trois années. Le statut assure ainsi aux magistrats l'accès à des indices de traitement élevés, en hors échelle en deuxième partie de carrière, même en l'absence de fonctions d'encadrement. La réduction du nombre de grades facilite donc l'accès aux emplois supérieurs du corps (assesseur dans une cour administrative d'appel ou vice-président de tribunal administratif, président de chambre dans une cour administrative d'appel, chef de juridiction...).

Le régime indemnitaire des membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel a été réformé par décret du 14 décembre 2007 et **fortement revalorisé**.

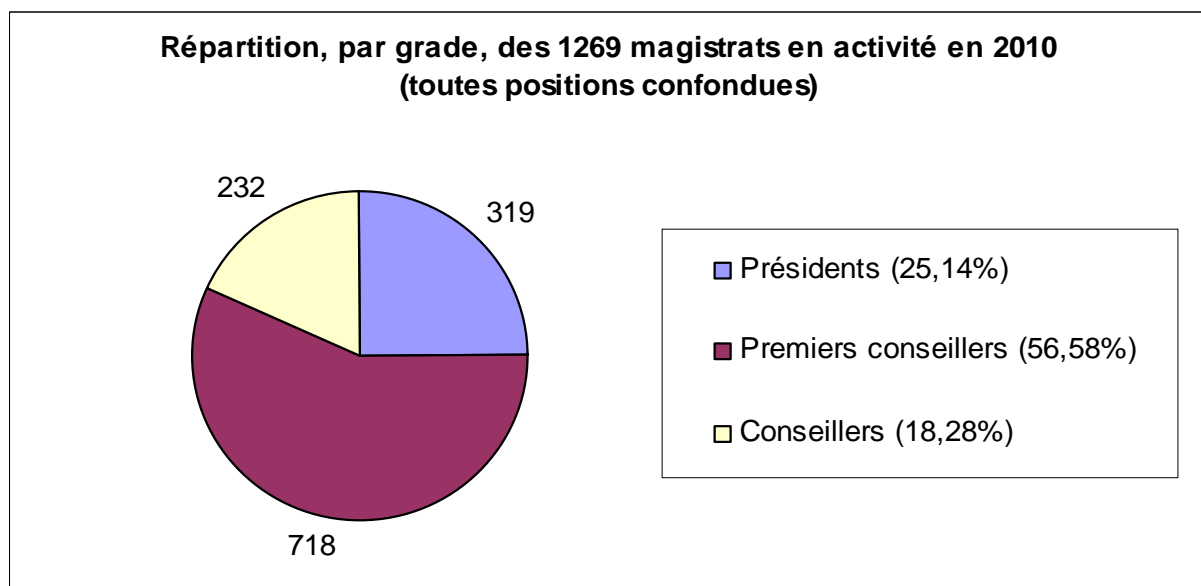
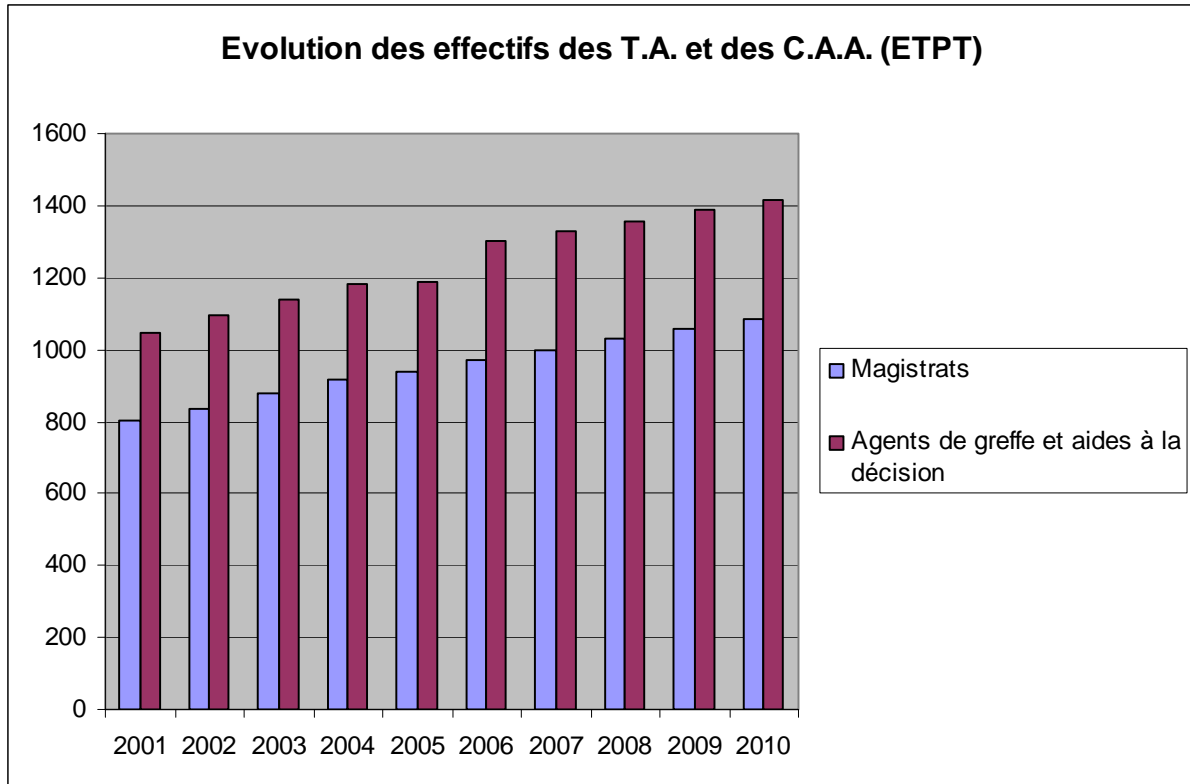
Cette revalorisation, engagée au 1er janvier 2008, a permis de porter le taux de prime individuel moyen, en 2010, à 61% du traitement indiciaire.

Le nouveau régime se traduit par l'attribution d'une indemnité de fonction qui se décompose en deux parts, fixées en euros :

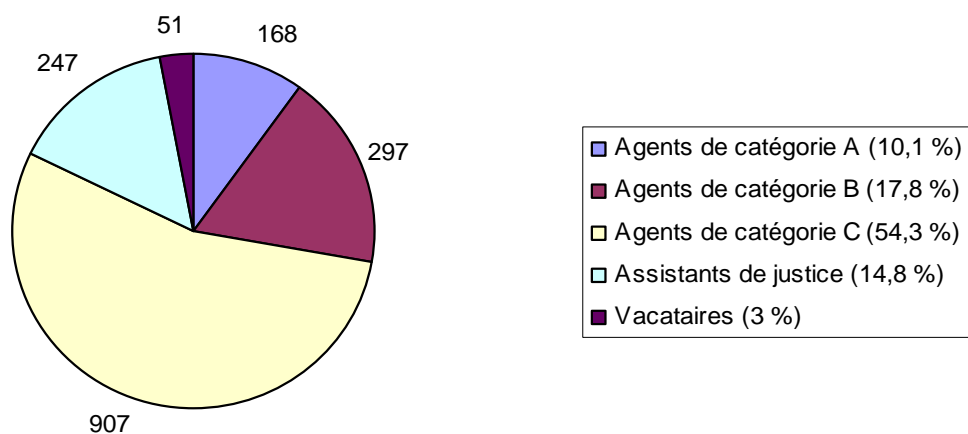
- une part fonctionnelle, servie mensuellement, qui dépend du grade et des fonctions exercées ;
- une part individuelle, servie annuellement, modulée autour du montant de référence défini pour le grade, l'échelon et la fonction, en fonction des résultats obtenus et de la manière de servir.

Annexe 1

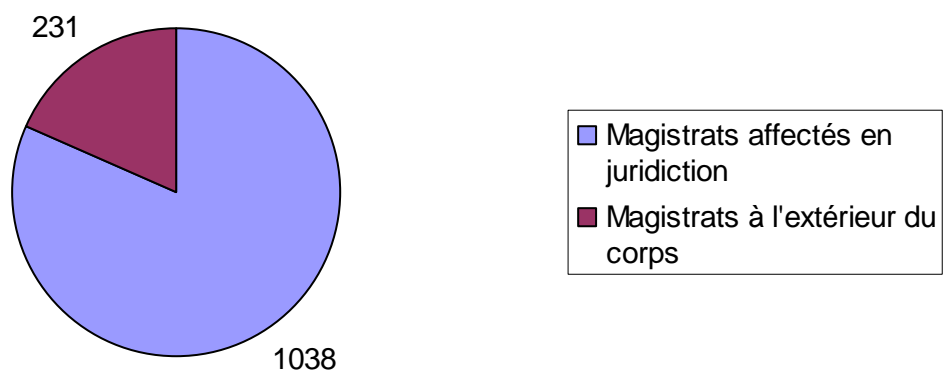
Effectifs de la juridiction administrative



Répartition des 1670 agents de greffes au 31/12/2010



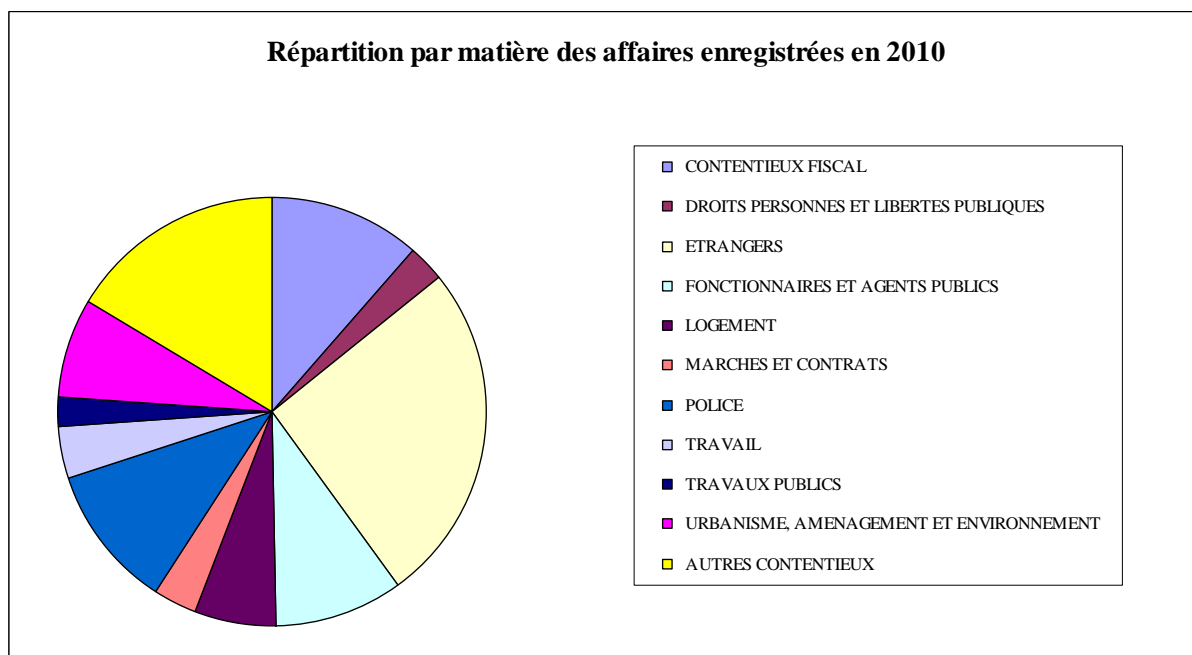
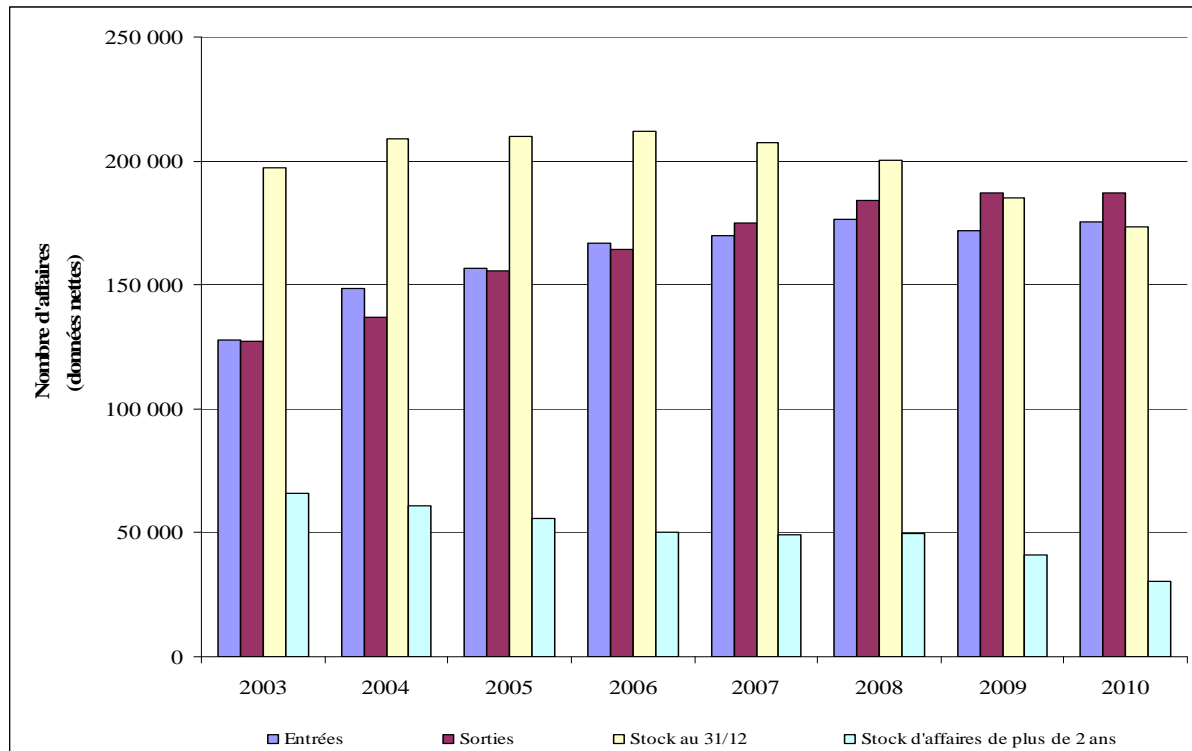
Affectation des magistrats au 31/12/2010



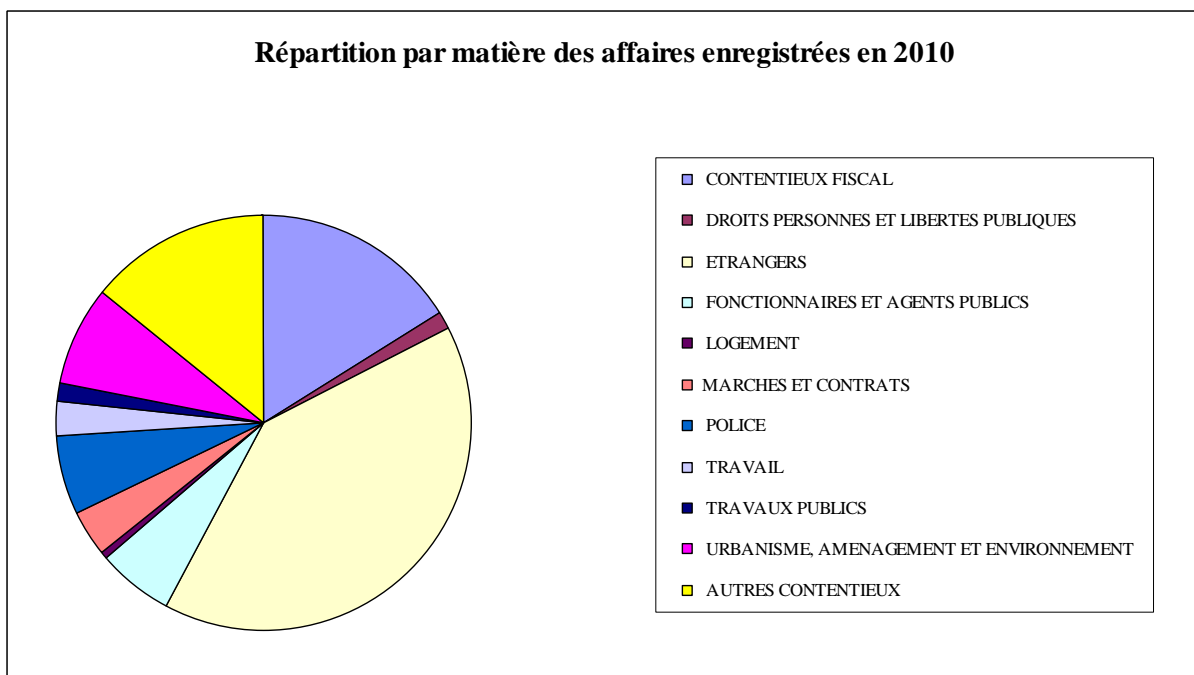
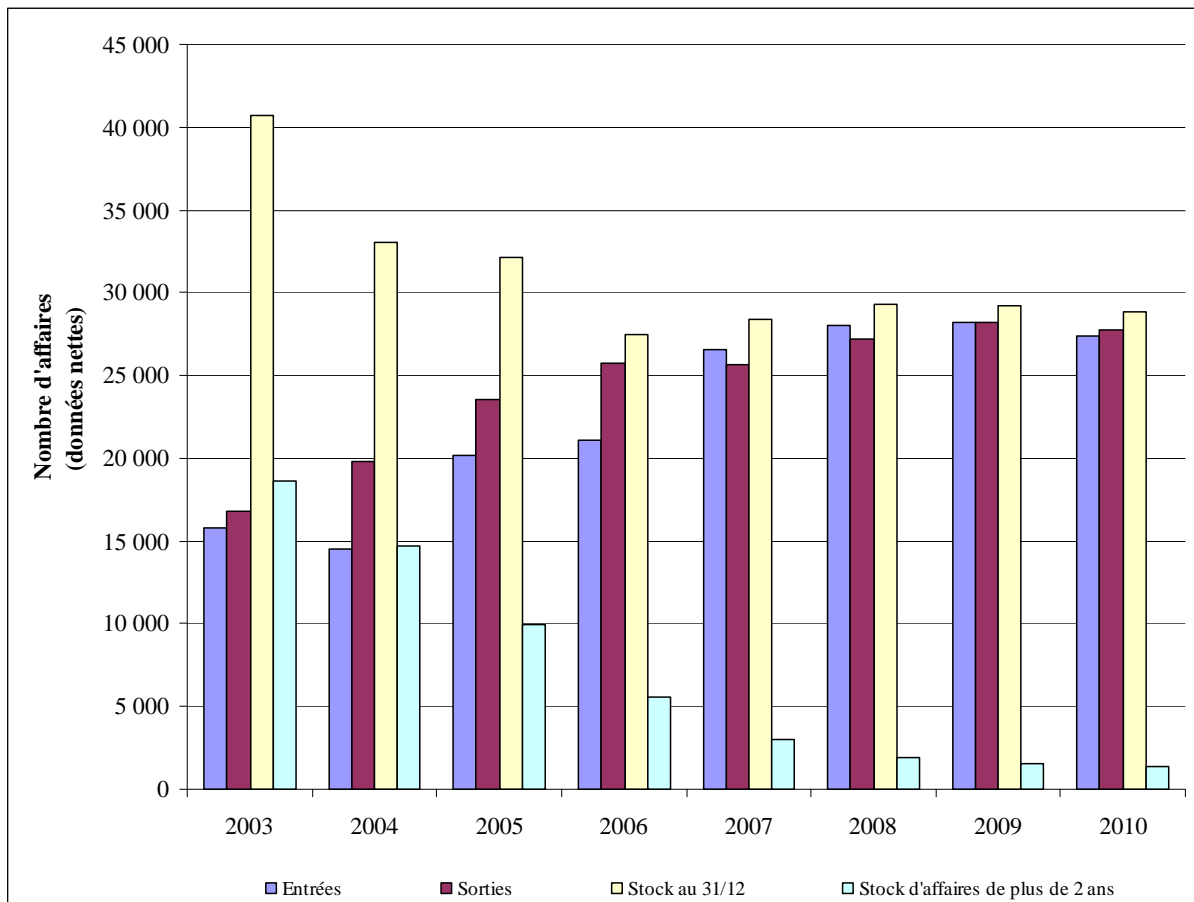
Annexe 2

Activité des juridictions administratives

Tribunaux administratifs



Cours administratives d'appel



Annexe 3

Éléments d'information concernant la rémunération des membres des T.A.C.A.A. (01/01/2011)

| Grades | Echelons fonctionnels | | | Indices majorés |
|--|-----------------------|---|----------------------|------------------------|
| | 7ème | Président du T.A. de Paris | NBI 160 points | HE E |
| PRESIDENT | 6ème | Vice-président du T.A. de Paris | NBI 140 points | HE D |
| | | Présidents de T.A. de 5 chambres et plus | NBI 150 points | |
| | 5ème | Présidents de chambre de C.A.A. | NBI 90 points | HE C |
| | | Présidents de T.A. de moins de 5 chambres | NBI 140 points | |
| | | Présidents de section au T.A. de Paris | NBI 90 points | |
| | Echelons | Durée | Indices bruts | Indices majorés |
| Vp de T.A. & Vp de section au TA de Paris : NBI 80 points | 4ème | | | HE B bis |
| | 3ème | 3 ans | | HE B |
| | 2ème | 3 ans | | HE A |
| | 1er | 2 ans | 1015 | 821 |
| | 7ème | | | HE B |
| | 6ème | 3 ans | | HE A |
| PREMIER | 5ème | 3 ans | 1015 | 821 |
| CONSEILLER | 4ème | 2 ans | 940 | 764 |
| | 3ème | 2 ans | 870 | 711 |
| | 2ème | 1 an | 801 | 658 |
| | 1er | 1 an | 750 | 619 |
| | 7ème ⁽²⁾ | | 750 | 619 |
| | 6ème | 2 ans | 701 | 582 |
| CONSEILLER | 5ème | 2 ans | 655 | 546 |
| | 4ème | 1 an | 588 | 496 |
| | 3ème ⁽¹⁾ | 1 an | 528 | 452 |
| | 2ème | 1 an et 6 mois | 471 | 411 |
| | 1er | 1 an et 6 mois | 427 | 379 |

(1) échelon auquel sont directement nommés les anciens élèves externes de l'E.N.A.

(2) échelon auquel sont directement nommés les anciens élèves issus du troisième concours.

Les anciens élèves internes sont reclassés à l'indice comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient dans leurs fonctions d'origine.

Conditions pour être promu au grade de premier conseiller :

- avoir atteint au moins le 6ème échelon du grade de conseiller ;
- avoir 3 années de services effectifs dans un corps recruté par la voie de l'ENA.

| | | Indices majorés |
|----------------|--------------|-----------------|
| HEE | 2ème chevron | 1320 |
| | 1er chevron | 1270 |
| HED | 3ème chevron | 1270 |
| | 2ème chevron | 1217 |
| HEC | 1er chevron | 1164 |
| | 3ème chevron | 1164 |
| HEB bis | 2ème chevron | 1139 |
| | 1er chevron | 1115 |
| HEB | 3ème chevron | 1115 |
| | 2ème chevron | 1086 |
| HEA | 1er chevron | 1058 |
| | 3ème chevron | 1058 |
| HEA | 2ème chevron | 1004 |
| | 1er chevron | 963 |
| HEA | 3ème chevron | 963 |
| | 2ème chevron | 916 |
| | 1er chevron | 881 |

| CONSEIL D'ETAT : rémunérations des membres du corps des TA & CAA | | | | | | | | | | REMUNERATION 2011 | | | | | | | | | |
|--|----------------------|--------------------------------|--------|-------------|---------------|-----------|---------------|----------|--------------------------|-------------------|--|--|-----------------------------|-------------------|--------------------|------------------|---------------------|--|-------------------------|
| GRADE | E.C.H.E.L.O.N. | Emplois Fonctionnels | N.B.I. | G.R.O.U.P.E | C.H.E.V.R.O.N | D.u.r.é.e | I.n.d.B.r.u.t | I.N.M. | TRAITEMENT BRUT (annuel) | N.B.I. | Indemnité part fonctionnelle mensualisée | de fonction part individuelle annuelle | Total Indemnité de fonction | TOTAL annuel brut | Retenues annuelles | TOTAL annuel net | Retenues mensuelles | TOTAL mensuel net hors part individuelle | TOTAL mensuel net lissé |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Président | 7 | Président du T.A. de Paris | 160 | HEE | 2 | 2 a | | 1320 | 73 344 € | 8 890 € | 31 000 € | 10 500 € | 41 500 € | 123 734 € | 18 175 € | 105 559 € | 1 438 € | 7 998 € | 8 797 € |
| | | Président du T.A. de Paris | 160 | HEE | 1 | | | 1270 | 70 566 € | 8 890 € | 31 000 € | 10 500 € | 41 500 € | 120 956 € | 17 681 € | 103 275 € | 1 397 € | 7 808 € | 8 606 € |
| | 6 | Président TA de 5 chambres & + | 150 | HED | 3 | 3 a | | 1270 | 70 566 € | 8 335 € | 31 000 € | 10 500 € | 41 500 € | 120 400 € | 17 587 € | 102 813 € | 1 389 € | 7 769 € | 8 568 € |
| | 5 | Président TA moins 5 chambres | 140 | HEC | 3 | | | 1164 | 64 676 € | 7 779 € | 29 000 € | 9 500 € | 38 500 € | 110 955 € | 16 184 € | 94 771 € | 1 279 € | 7 175 € | 7 898 € |
| | | Président de chambre en CAA | 90 | HEC | 3 | | | 1164 | 64 676 € | 5 001 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 104 677 € | 15 411 € | 89 266 € | 1 219 € | 6 755 € | 7 439 € |
| | 4 | Vice-président de TA | 80 | HEB bis | 3 | | | 1115 | 61 953 € | 4 445 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 101 398 € | 14 833 € | 86 565 € | 1 170 € | 6 529 € | 7 214 € |
| | | Assesseeur en CA | | HEB bis | 3 | | | 1115 | 61 953 € | | 25 500 € | 8 500 € | 34 000 € | 95 953 € | 13 999 € | 81 954 € | 1 105 € | 6 183 € | 6 830 € |
| | | Vice-président de TA | 80 | HEB bis | 2 | | | 1086 | 60 342 € | 4 445 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 99 787 € | 14 546 € | 85 241 € | 1 146 € | 6 419 € | 7 103 € |
| | | Assesseeur en CA | | HEB bis | 2 | | | 1086 | 60 342 € | | 25 500 € | 8 500 € | 34 000 € | 94 342 € | 13 713 € | 80 629 € | 1 081 € | 6 073 € | 6 719 € |
| | 3 | Vice-président de TA | 80 | HEB | 3 | 3 a | | 1058 | 58 786 € | 4 445 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 98 231 € | 14 270 € | 83 962 € | 1 123 € | 6 313 € | 6 997 € |
| | | Assesseeur en CA | | HEB | 3 | | | 1058 | 58 786 € | | 25 500 € | 8 500 € | 34 000 € | 92 786 € | 13 436 € | 79 350 € | 1 058 € | 5 966 € | 6 613 € |
| | | Vice-président de TA | 80 | HEB | 2 | | | 1004 | 55 786 € | 4 445 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 95 231 € | 13 736 € | 81 495 € | 1 079 € | 6 107 € | 6 791 € |
| | | Assesseeur en CA | | HEB | 2 | | | 1004 | 55 786 € | | 25 500 € | 8 500 € | 34 000 € | 89 786 € | 12 902 € | 76 884 € | 1 013 € | 5 761 € | 6 407 € |
| | 2 | Vice-président de TA | 80 | HEA | 3 | 3 a | | 963 | 53 508 € | 4 445 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 92 953 € | 13 331 € | 79 622 € | 1 045 € | 5 951 € | 6 635 € |
| | | Assesseeur en CA | | HEA | 3 | | | 963 | 53 508 € | | 25 500 € | 8 500 € | 34 000 € | 87 508 € | 12 497 € | 75 011 € | 979 € | 5 605 € | 6 251 € |
| | | Vice-président de TA | 80 | HEA | 2 | | | 916 | 50 896 € | 4 445 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 90 341 € | 12 866 € | 77 475 € | 1 006 € | 5 772 € | 6 456 € |
| | Assesseeur en CA | | HEA | 2 | | | 916 | 50 896 € | | 25 500 € | 8 500 € | 34 000 € | 84 896 € | 12 032 € | 72 864 € | 941 € | 5 426 € | 6 072 € | |
| | Vice-président de TA | 80 | HEA | 1 | | | 881 | 48 951 € | 4 445 € | 26 000 € | 9 000 € | 35 000 € | 88 397 € | 12 520 € | 75 876 € | 978 € | 5 639 € | 6 323 € | |
| 1 | Assesseeur en CA | | | | 2 a | 1015 | 821 | 45 618 € | | 25 500 € | 8 500 € | 34 000 € | 79 618 € | 11 093 € | 68 524 € | 862 € | 5 064 € | 5 710 € | |
| Premier conseiller | 7 | Rapporteur public | | HEB | 3 | | | 1058 | 58 786 € | | 24 100 € | 7 500 € | 31 600 € | 90 386 € | 13 226 € | 77 161 € | 1 047 € | 5 860 € | 6 430 € |
| | | Rapporteur | | HEB | 3 | | | 1058 | 58 786 € | | 22 500 € | 7 500 € | 30 000 € | 88 786 € | 13 085 € | 75 701 € | 1 036 € | 5 738 € | 6 308 € |
| | | Rapporteur public | | HEB | 2 | | | 1004 | 55 786 € | | 24 100 € | 7 500 € | 31 600 € | 87 386 € | 12 692 € | 74 694 € | 1 003 € | 5 654 € | 6 224 € |
| | | Rapporteur | | HEB | 2 | | | 1004 | 55 786 € | | 22 500 € | 7 500 € | 30 000 € | 85 786 € | 12 552 € | 73 234 € | 991 € | 5 533 € | 6 103 € |
| | | Rapporteur public | | HEB | 1 | | | 963 | 53 508 € | | 24 100 € | 7 500 € | 31 600 € | 85 108 € | 12 287 € | 72 821 € | 969 € | 5 498 € | 6 068 € |
| | | Rapporteur | | HEB | 1 | | | 963 | 53 508 € | | 22 500 € | 7 500 € | 30 000 € | 83 508 € | 12 146 € | 71 361 € | 957 € | 5 377 € | 5 947 € |
| | 6 | Rapporteur public | | HEA | 3 | 3 a | | 963 | 53 508 € | | 23 600 € | 7 500 € | 31 100 € | 84 608 € | 12 243 € | 72 365 € | 965 € | 5 460 € | 6 030 € |
| | | Rapporteur | | HEA | 3 | | | 963 | 53 508 € | | 22 000 € | 7 500 € | 29 500 € | 83 008 € | 12 103 € | 70 905 € | 954 € | 5 339 € | 5 909 € |
| | | Rapporteur public | | HEA | 2 | | | 916 | 50 896 € | | 23 600 € | 7 500 € | 31 100 € | 81 996 € | 11 778 € | 70 218 € | 927 € | 5 281 € | 5 851 € |
| | | Rapporteur | | HEA | 2 | | | 916 | 50 896 € | | 22 000 € | 7 500 € | 29 500 € | 80 396 € | 11 638 € | 68 758 € | 915 € | 5 160 € | 5 730 € |
| | | Rapporteur public | | HEA | 1 | | | 881 | 48 951 € | | 23 600 € | 7 500 € | 31 100 € | 80 051 € | 11 432 € | 68 619 € | 898 € | 5 148 € | 5 718 € |
| | | Rapporteur | | HEA | 1 | | | 881 | 48 951 € | | 22 000 € | 7 500 € | 29 500 € | 78 451 € | 11 292 € | 67 159 € | 886 € | 5 026 € | 5 597 € |
| | 5 | Rapporteur public | | | | 3 a | 1015 | 821 | 45 618 € | | 23 600 € | 7 500 € | 31 100 € | 76 718 € | 10 839 € | 65 878 € | 849 € | 4 920 € | 5 490 € |
| | | Rapporteur | | | | | 1015 | 821 | 45 618 € | | 22 000 € | 7 500 € | 29 500 € | 75 118 € | 10 699 € | 64 419 € | 837 € | 4 798 € | 5 368 € |
| | 4 | Rapporteur public | | | | 2 a | 940 | 764 | 42 451 € | | 20 600 € | 6 500 € | 27 100 € | 69 551 € | 9 925 € | 59 625 € | 780 € | 4 475 € | 4 969 € |
| | | Rapporteur | | | | | 940 | 764 | 42 451 € | | 19 000 € | 6 500 € | 25 500 € | 67 951 € | 9 785 € | 58 165 € | 768 € | 4 353 € | 4 847 € |
| | 3 | Rapporteur public | | | | 2 a | 870 | 711 | 39 506 € | | 20 600 € | 6 500 € | 27 100 € | 66 606 € | 9 402 € | 57 204 € | 736 € | 4 273 € | 4 767 € |
| | | Rapporteur | | | | | 870 | 711 | 39 506 € | | 19 000 € | 6 500 € | 25 500 € | 65 006 € | 9 261 € | 55 744 € | 724 € | 4 151 € | 4 645 € |
| | 2 | Rapporteur public | | | | 1 a | 801 | 658 | 36 561 € | | 20 600 € | 6 500 € | 27 100 € | 63 661 € | 8 878 € | 54 783 € | 692 € | 4 071 € | 4 565 € |
| | | Rapporteur | | | | | 801 | 658 | 36 561 € | | 19 000 € | 6 500 € | 25 500 € | 62 061 € | 8 738 € | 53 323 € | 681 € | 3 949 € | 4 444 € |
| 1 | Rapporteur public | | | | 1 a | 750 | 619 | 34 394 € | | 20 600 € | 6 500 € | 27 100 € | 61 494 € | 8 492 € | 53 002 € | 660 € | 3 923 € | 4 417 € | |
| | Rapporteur | | | | | 750 | 619 | 34 394 € | | 19 000 € | 6 500 € | 25 500 € | 59 894 € | 8 352 € | 51 542 € | 649 € | 3 801 € | 4 295 € | |
| 7 | Rapporteur public | | | | | 750 | 619 | 34 394 € | | 14 600 € | 4 500 € | 19 100 € | 53 494 € | 7 791 € | 45 702 € | 616 € | 3 466 € | 3 809 € | |
| | Rapporteur | | | | | 750 | 619 | 34 394 € | | 13 000 € | 4 500 € | 17 500 € | 51 894 € | 7 651 € | 44 243 € | 605 € | 3 345 € | 3 687 € | |
| 6 | Rapporteur public | | | | 2 a | 701 | 582 | 32 338 € | | 14 600 € | 4 500 € | 19 100 € | 51 438 € | 7 426 € | 44 012 € | 586 € | 3 326 € | 3 668 € | |
| | Rapporteur | | | | | 701 | 582 | 32 338 € | | 13 000 € | 4 500 € | 17 500 € | 49 838 € | 7 286 € | 42 552 € | 574 € | 3 204 € | 3 546 € | |
| 5 | Rapporteur public | | | | 2 a | 655 | 546 | 30 338 € | | 14 600 € | 4 500 € | 19 100 € | 49 438 € | 7 070 € | 42 368 € | 556 € | 3 189 € | 3 531 € | |
| | Rapporteur | | | | | 655 | 546 | 30 338 € | | 13 000 € | 4 500 € | 17 500 € | 47 838 € | 6 930 € | 40 908 € | 545 € | 3 067 € | 3 409 € | |
| 4 | Rapporteur public | | | | 1 a | 588 | 496 | 27 559 € | | 14 600 € | 4 500 € | 19 100 € | 46 659 € | 6 576 € | 40 084 € | 515 € | 2 998 € | 3 340 € | |
| | Rapporteur | | | | | 588 | 496 | 27 559 € | | 13 000 € | 4 500 € | 17 500 € | 45 059 € | 6 436 € | 38 624 € | 503 € | 2 877 € | 3 219 € | |
| 3 | Rapporteur public | | | | 1 a | 528 | 452 | 25 115 € | | 14 600 € | 4 500 € | 19 100 € | 44 215 € | 6 141 € | 38 074 € | 479 € | 2 831 € | 3 173 € | |
| | Rapporteur | | | | | 528 | 452 | 25 115 € | | 13 000 € | 4 500 € | 17 500 € | 42 615 € | 6 001 € | 36 614 € | 467 € | 2 709 € | 3 051 € | |
| 2 | Rapporteur public | | | | 1 a 6 m | 471 | 411 | 22 837 € | | 14 600 € | 4 500 € | 19 100 € | 41 937 € | 5 736 € | 36 201 € | 445 € | 2 675 € | 3 017 € | |
| | Rapporteur | | | | | 471 | 411 | 22 837 € | | 13 000 € | 4 500 € | 17 500 € | 40 337 € | 5 595 € | 34 741 € | 433 € | 2 553 € | 2 895 € | |
| 1 | Rapporteur public | | | | 1 a 6 m | 427 | 379 | 21 059 € | | 14 600 € | 4 500 € | 19 100 € | 40 159 € | 5 419 € | 34 739 € | 419 € | 2 553 € | 2 895 € | |
| | Rapporteur | | | | | 427 | 379 | 21 059 € | | 13 000 € | 4 500 € | 17 500 € | 38 559 € | 5 279 € | 33 280 € | 407 € | 2 431 € | 2 773 € | |